

## Éphémérides G.L. – Semaine du 17 au 23 novembre 2012

*NB. Au vu de l'actualité, la chronologie de cette semaine sera centrée uniquement sur la prise de Goma et ses développements politico-diplomatiques.*

RESUME : En RDC, la semaine a été marquée par la prise aussi rapide qu'inattendue et humiliante pour certains acteurs de la ville de Goma par les mutins du M23 dont le nombre peu élevé (un peu plus d'un millier) contraste avec celui des effectifs des FARDC (7.500) et des casques bleus de la MONUSCO (1.500) présents dans cette ville. Les combats ont débuté le samedi 17 à une trentaine de km de la capitale du Nord Kivu, la MONUSCO ayant annoncé un niveau d'alerte élevé, l'armée congolaise dénonçant la présence de soldats rwandais dans les rangs des rebelles ([RDC\\_1\\_1](#)) ([RDC\\_2](#)) ([RDC\\_3](#)). Le lendemain, dimanche, les mutins se trouvaient déjà à une dizaine de km de Goma, ce qui entraîna une fuite de militaires des FARDC, totalement démoralisés et en colère contre certains des leurs et contre le gouvernement, ainsi que d'une partie des autorités locales ([RDC\\_4](#)) ([RDC\\_5](#)) ([RDC\\_6](#)). Tandis qu'au milieu des échanges de tirs violents aux abords de Goma, la MONUSCO déclarait que les casques bleus resteraient à Goma pour la protection des civils tout en évacuant son personnel non nécessaire, le M23 posait ses exigences : cessation des hostilités, négociations directes avec le gouvernement où seraient impliquées l'opposition, la société civile et la diaspora, amnistie pour leurs combattants, nouveau découpage territorial de deux provinces du Kivu qui seraient déclarées « zones sinistrées » etc. ([RDC\\_7](#)) ([RDC\\_8](#)) ([RDC\\_9](#)) ([REC\\_10](#)). Le mardi 20, le M23 entra dans Goma sans combats et son chef, Sultani Makenga, faisait le tour de la ville désormais pratiquement coupée de Bukavu, privée d'aide humanitaire, vivant dans la psychose et soumises au choc de milliers de déplacés, ce qui, selon Amnesty International, faisait craindre le pire ([RDC\\_11](#)) ([RDC\\_12](#)) ([RDC\\_13](#)) ([RDC\\_14](#)) ([RDC\\_15](#)). On apprenait par ailleurs que le gouvernement provincial s'était installé à Beni et que le M23 se signalait, selon des sources onusiennes, par des enlèvements de femmes et d'enfants, ainsi que par les premières exécutions sommaires contre ceux qui se mettaient en travers de leur route ([RDC\\_16](#)) ([RDC\\_17](#)). Le jour suivant, les activités reprenaient très lentement dans la ville privée d'eau potable et d'électricité ([RDC\\_18](#)). Les mutins qui se sont emparé de la cité proche de Sake ([RDC\\_20](#)), qu'ils auraient réussi à tenir en dépit d'une contre-attaque par une coalition Maï-Maï – FARDC, ces dernières ayant pillé une autre localité proche ([RDC\\_21\\_1](#)), annonçaient qu'ils iraient jusque Bukavu, Kisangani et Kinshasa ([RDC\\_19](#)) : le M23 ordonnait par ailleurs l'enregistrement au stade de tous les policiers et soldats des FARDC qui se trouvaient encore à Goma ([RDC\\_21](#)).

Du côté du pouvoir congolais, qui reconnaissait avoir perdu une bataille mais non la guerre ([RDC\\_26](#)), on se refuse toujours à négocier avec le M23

([RDC\\_22](#)). Du côté de l'opposition, on quitta la séance de l'Assemblée nationale consacrée à la chute de Goma, tandis que l'UDPS demandait au président Kabila de « partir » et qu'une ONG des droits de l'homme réclamait la démission de trois ministres et de chefs militaires concernés par le dossier ([RDC\\_27](#)). L'opposant Vital Kamerhe déclara quant à lui qu'il fallait discuter et négocier ([RDC\\_23](#)), tandis que le président du FONUS parla de décréter l'état de guerre ([RDC\\_24](#)). Par ailleurs de violentes manifestations faisant plusieurs morts se déroulèrent dans la capitale, à Kisangani et à Bunia ([RDC\\_25](#)) alors qu'à Bruxelles, des opposants de la diaspora tentèrent d'entrer de force dans l'ambassade de la RDC ([RDC\\_43](#)). Enfin, le président Kabila a ordonné la suspension du chef d'Etat-major des Forces terrestres, le général Gabriel Amisi, pour raison d'enquête : de dernier est mis en cause par le rapport du groupe d'experts pour avoir vendu des armes à des groupes rebelles ([RDC\\_1](#)).

Du côté de la « communauté internationale », la prise de Goma fut un choc, mais représente surtout un constat d'impuissance. La France, qui demande la cessation immédiate des combats et dont le ministre des Affaires étrangères se montre critique à l'égard de la MONUSCO en proposant une révision de son mandat, a été à l'initiative pour faire adopter deux résolutions du Conseil de Sécurité ([RDC\\_31](#)) ([RDC\\_29](#)) ([RDC\\_35](#)) : la première condamnait le M23 et exigeait la fin de tout soutien extérieur à ce mouvement ([RDC\\_32](#)), la seconde demandait des sanctions contre les chefs du M23, réitérait l'exigence de cesser tout soutien à ce mouvement tout en ne citant jamais le Rwanda et exigeait que les mutins se retirent sur les positions qu'ils occupaient avant la rupture de la trêve ([RDC\\_38](#)). Du côté de l'Union européenne, la Haute Représentante aux relations extérieures, Catherine Ashton, et les ministres européens des Affaires étrangères ont exigé la cessation des combats ([RDC\\_33](#)) ([RDC\\_34](#)), tandis que l'Union africaine condamnait l'offensive du M23 ([RDC\\_36](#)). Du côté belge, le ministre des Affaires étrangères, après avoir dans un premier temps prôné une solution pacifique, un respect de l'intégrité territoriale de la RDC, et demandé au Rwanda d'user de son influence pour contribuer à la paix ([RDC\\_30](#)), a proposé un renforcement du mandat de la MONUSCO à l'égard de laquelle il se montre critique à l'instar de son homologue français, et demandé au Conseil de Sécurité de se prononcer sur le rôle joué par le Rwanda ([RDC\\_41](#)). En réponse à une députée libérale flamande qui demandait une levée de l'embargo sur les armes au Rwanda ([RWA\\_4](#)), il estime que les sanctions à l'encontre de ce pays relèvent d'une position européenne commune et est revenu sur l'idée d'un indispensable dialogue rwando-congolais ([RWA\\_5](#)). Côté britannique enfin, le Premier ministre a incité le Rwanda à faire pression sur le M23 pour qu'il se retire de Goma et démontre ainsi que le Rwanda ne le soutient pas ([RDC\\_44](#)). En ce qui concerne la CPI, la procureur, qui va se pencher sur les crimes commis par le M23, réclame l'arrestation immédiate de Bosco Ntaganda supposé être en arrière-plan de l'offensive du M23 de même que celle du chef

des FDLR : selon elle, les violences continues dans l'est sont liées avant tout à l'impunité ([RDC\\_28](#)).

Mise en cause, la MONUSCO a déclaré quant à elle vouloir continuer à « supporter » et non pas à « soutenir » (?) le gouvernement congolais et ne cautionner en aucun cas le M23 qui avait bien du être alimenté en armes « de quelque part » ([RDC\\_37](#)). À New York, le patron du département des opérations de maintien de la paix a déclaré que la MONUSCO n'avait pas à « casser le M23 », avec qui il n'était pas question de collaborer, et qu'elle n'était pas responsable de la situation, pointant du doigt l'armée congolaise qui s'était « évaporée dans la nature » : par contre, à Kinshasa, le porte-parole de la MONUSCO admettait une responsabilité partielle ([RDC\\_42](#)).

Du côté des autres pays mis en cause (Rwanda et Ouganda), le porte-parole de l'armée rwandaise a réfuté les accusations congolaises selon lesquelles des rebelles du M23 étaient des Rwandais puisque des cadavres de soldats portaient des uniformes de leur armée ([RWA\\_1](#)) : il a aussi accusé l'armée congolaise d'avoir tiré des obus sur Gisenyi ([RWA\\_2](#)). Aux Affaires étrangères, la ministre a plaidé pour un dialogue entre les deux pays ([RWA\\_3](#)). En Ouganda, avec lequel la Grande-Bretagne vient de suspendre toute forme d'aide financière à la suite d'un scandale de corruption au sein de la primature ([OUG\\_1](#)), le président Museveni a fait état d'une conversation avec le Secrétaire général des N.U. au cours de laquelle il a parlé de ses entretiens avec le M23 qu'il aurait « incité au calme » ([OUG\\_2](#)).

En définitive, les chefs d'Etat des trois pays concernés se sont réunis à Kampala : après une rencontre à huis clos entre Paul Kagame et Joseph Kabila, tous trois ont convenu d'exiger du M23 qu'il se retire de Goma. Le mouvement rebelle exige toutefois que ce retrait éventuel soit précédé d'un dialogue approfondi avec le président Kabila sur les questions de gouvernance, de démocratie, de droits de l'homme et de problèmes sociaux. À ce stade et selon BBC et Reuters, le Chef de l'Etat congolais aurait accepté d'examiner les griefs du M23 dont le président s'est rendu à Kampala pour rencontrer le président Museveni ([RDC\\_39](#)) ([RDC\\_40](#)).